



**Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration
Séance du 27 mars 2025**

OBJET : ADMINISTRATION GENERALE – 3 – Pouvoirs du Directeur et délégation de signature

Délibération n° 4

Le vingt-sept mars deux mille vingt-cinq à midi, le Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL D) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice : **18**

Nombre d'administrateurs présents ou représentés : **13**

Administrateurs présents : 8

M. AMADIEU, M. CATTIN (présent jusqu'à la délibération n°25DL024), M. CORBET, M. DESPESSE (présent jusqu'à la délibération n°25DL032), Mme MARDIROSSIAN, M. MOREAU, M. OLLEON, Mme PANTEL,

Administrateurs absents ayant donné pouvoir : 5

Mme BELAIR à Mme PANTEL, M. CARDIN à Mr CORBET, M. CLAPPAZ à M. DESPESSE, Mme MARTIN-GRAND à M. MOREAU, M. QUEIROS à M. AMADIEU

Administrateurs absents et excusés : 5

Mme BARDIN-RABATEL, M. LONGO, M. MATHIEU, M. MOCELLIN, Mme SAURAT

Monsieur Jean-Luc CORBET a été nommé secrétaire de séance.

Mesdames, Messieurs,

Vu le décret n° 2011-696 du 20 juin 2011 relatif aux établissements publics fonciers locaux ayant modifié les dispositions du code de l'urbanisme relatives aux prérogatives du directeur.

Vu l'art. R.324-2 du code de l'urbanisme autorisant le conseil d'administration à déléguer au directeur, dans les conditions qu'il détermine, ses pouvoirs de décision, à l'exception de ceux prévus aux 1°, 2° et 3° de l'article L.324-5 de ce même code.

Vu l'art. R.324-4 du code de l'urbanisme consacrant l'incompatibilité de la fonction de directeur avec celle de délégué à l'assemblée générale et de membre du conseil d'administration.

Vu l'art. L.213-3 du code de l'urbanisme autorisant le titulaire du droit de préemption à le déléguer à un établissement public y ayant vocation.

Vu les articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme autorisant le titulaire du droit de préemption à déléguer à un établissement public y ayant vocation, le droit de priorité.

Vu l'art. L.324-1 à L.324.10 du code de l'urbanisme détaillant les fonctions du directeur et la possibilité qui lui est donnée de déléguer sa signature

Considérant la nécessité d'organiser le fonctionnement et de garantir la continuité de service de l'établissement

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration de l'EPFL du Dauphiné :

- Abroge la délibération 24DL073 du 12 décembre 2024 relative aux pouvoirs du Directeur et délégation de signataire.
- Prend acte des pouvoirs du directeur consacrés par le législateur.
- Donne délégation de pouvoirs au directeur, d'exercer sur l'ensemble du périmètre d'intervention de l'établissement, les droits de préemption tirés de l'article L 210-1 du Code de l'Urbanisme et les droits de priorité dont l'établissement est titulaire ou délégataire, sous la condition que le prix principal soit consenti dans la limite maximale de 10% au-dessus de l'avis rendu par la Direction de l'Immobilier de l'Etat pour les montants soumis à cette exigence.
- Autorise le directeur à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services, lorsque les crédits sont inscrits au budget.
- Autorise le directeur à procéder et/ou concourir à la réalisation des adjudications volontaires ou judiciaires d'immeubles, ou de se faire représenter, afin de satisfaire les demandes d'acquisitions des collectivités garantes.
- Autorise le directeur à procéder et/ou concourir à la mise en œuvre des acquisitions au titre du dispositif « PLAI insertion en diffus »,
- Autorise le directeur à signer tous baux à réhabilitation, avec la société dénommée « Un toit pour tous » en tant que preneur à bail, dans le cadre du dispositif « PLAI insertions en diffus ».
- Autorise le directeur à lever les options et/ou à réaliser des promesses dont le prix principal d'acquisition sera consenti dans la limite maximale de 10% au-dessus de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, ou sur production de termes de comparaisons de valeurs immobilières autres (ex. DVF) en l'absence d'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

- Autorise le directeur à conclure tout contrat de mise à disposition préalable nécessaire à la gestion des biens de l'Etablissement, dans l'attente de leur affectation définitive.
- Demande au directeur de rendre compte régulièrement de l'exercice des pouvoirs délégués ci-avant au conseil d'administration.

Conclusions – Adoptées à l'unanimité

Pour extrait conforme,
Le Président,

Laurent AMADIEU